



**REPONSE D'ALLIANCE TICS
A LA
CONSULTATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE
SUR LES AIDES D'ÉTAT A L'INNOVATION**

Alliance TICS est l'Union des syndicats des industriels des technologies de l'information, de la communication et des services associés (TICS) implantées en France.

Alliance TICS représente une soixantaine d'entreprises totalisant 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour un effectif de 100 000 salariés et constitue un puissant vecteur de croissance économique.

Dans l'esprit de favoriser le développement de l'industrie des Technologies de l'Information, de la Communication et des services associés en France, l'Union professionnelle « Alliance TICS » créée en 2003, et qui regroupe les deux syndicats SFIB (Technologies de l'Information) et GITEP (Télécommunications), constitue l'espace privilégié de réflexion et de concertation de la profession.

Ses activités sont articulées autour de sept métiers principaux : le traitement de l'information, le traitement du document et la bureautique, le traitement du courrier, les réseaux fixes, les réseaux mobiles, les réseaux privés, les domaines liés au support et aux services ainsi que ceux relatifs aux PME.

Dans ce cadre, Alliance TICS assure la représentativité de ses adhérents et la défense de leurs positions auprès d'organismes privés et publics (France / Europe), dont les décisions peuvent avoir des incidences sur le développement des entreprises du secteur.

Nos entreprises fournissent aux entreprises et organisations de tous les secteurs d'activité (automobile, biologie, espace, médias, banques, administrations publiques, etc.) les outils TICS qui leur sont nécessaires, et avec lesquels ces autres entreprises ou organisations développent aussi, pour elles-mêmes, des technologies de l'information et de la communication.

Nos entreprises souhaitent, en premier lieu, rappeler que les TICS sont, comme le montrent de très nombreuses analyses sur ce sujet¹, un puissant moteur d'innovations et de croissance pour les économies modernes et un facteur essentiel de leur compétitivité. Les Gouvernements de l'Union Européenne l'avaient d'ailleurs reconnu lorsqu'ils avaient adopté les ambitieux **objectifs de Lisbonne et de Barcelone, et avaient associé la possibilité d'atteindre ces objectifs à la mise en œuvre d'une politique volontariste de développement des TICS en Europe.**

Nous notons aujourd'hui que les objectifs **de Lisbonne et de Barcelone** n'ont pas été suivis d'effet, ce qui a induit une pénurie d'innovation dans ce domaine stratégique en comparaison avec ce qui peut être constaté chez nos principaux partenaires internationaux², et ne peut que fragiliser la compétitivité des activités européennes ou leurs conditions de restructuration dans la plupart des secteurs.

Aussi, nous proposons que **soient adoptées des mesures additionnelles d'aide à l'innovation dans le domaine spécifique des TICS**³.

Compte tenu des effets des TICS dans la compétitivité des économies modernes, **une maîtrise suffisante de ces technologies est indispensable, et les encouragements à l'innovation dans ce domaine devraient être considérés comme une priorité de l'Union Européenne, et justifient la définition d'une politique appropriée**, à l'image de ce qui est pratiqué par la plupart de nos partenaires internationaux, en particulier les Etats Unis, le Japon, l'Inde et la Chine.

Il s'agit donc d'introduire la prise en compte de cette priorité dans les règles de l'Union, sans remettre en cause les grands principes régissant le respect de la concurrence et le contrôle corrélatif des aides d'Etat dans d'autres domaines.

La redéfinition des règles concernant les aides d'Etat à l'innovation pour le développement des TICS devrait tenir compte des considérations suivantes :

- les TICS ne sont pas des technologies matures. En effet, elles connaissent encore une évolution et un rythme d'innovations très important, et les investissements de R&D qu'elles exigent dans le cadre d'une compétition mondiale intense sont particulièrement importants et risqués
- de ce fait, dans le reste du monde, l'aide des Etats aux TICS est très importante, beaucoup plus qu'en Europe. Il est donc nécessaire d'assurer au développement des compétences en matière de TICS sur le territoire de l'Union un traitement équitable, par rapport à celui qu'elles reçoivent dans les autres parties développées du monde

¹ Voir Annexe 1

² Voir comparaisons internationales, en matière de R&D TICS, présentées dans le communiqué de presse du 3 août 2005 de la Commission Européenne :

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/05/1034&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

³ L'ouverture à la concurrence internationale qui caractérise - et doit continuer à caractériser - l'économie de l'Union Européenne, débouche sur une forte spécialisation des activités entre les différentes parties du monde. Cette spécialisation pourrait se faire au détriment d'activités pour lesquelles l'implication des Etats a toujours été reconnue comme indispensable en dépit de l'existence d'initiatives privées : dans le domaine civil par exemple, la protection de la santé de la population contre les pandémies, la protection des libertés individuelles, l'environnement, l'énergie et les transports quand ils exigent des investissements à très long terme et/ou dont la rentabilité doit aussi être mesurée en prenant en compte leurs effets collectifs, l'éducation et la culture.

- le développement des communications dépend de l'interopérabilité et de la sécurité des technologies numériques, qualités qui impliquent le développement de normes de fait ou de droit. Comme la diversité des normes juridiques définies dans les Etats de l'Union, s'ajoutant au multilinguisme, crée un handicap pour le développement d'un marché européen unifié, les innovations permettant de surmonter ces divisions et contribuant à l'unification du marché européen, voire au succès de la mise en oeuvre des réglementations communautaires, devraient donc mériter une attention particulière.

Question 1 : Selon vous, est-il judicieux de ne pas élaborer un encadrement distinct applicable à l'innovation ? Pensez-vous que les nouvelles possibilités en matière d'aides d'Etat doivent cibler des activités spécifiques dans le domaine de l'innovation ?

Il paraît justifié de ne pas séparer l'innovation des activités de Recherche et Développement, ces activités étant de plus en plus étroitement liées dans nos domaines.

La préservation de la concurrence est importante pour le bon fonctionnement des marchés de l'Union. Mais, dans nos domaines, elle doit être considérée sur un plan mondial et non pas seulement sur le plan européen. Les attributions d'aides d'Etat à l'innovation doivent donc tenir compte, non pas des positions dominantes qu'elles risquent de renforcer en Europe, mais des positions dominantes dues aux aides d'Etat accordées dans d'autres zones géographiques et de la nécessité de donner aux entreprises européennes la possibilité de se battre à armes égales sur le plan international et de maintenir une valeur ajoutée européenne suffisante pour contribuer à la compétitivité d'ensemble des activités européennes.

En conséquence, les activités spécifiques à cibler par les aides d'Etat devraient avoir pour objectif de maintenir une concurrence mondiale respectueuse des acheteurs, mais aussi de sauvegarder l'indépendance européenne dans des domaines stratégiques tels que la sécurité civile et militaire et les télécommunications.

Les catégories de mesures en faveur de l'innovation citées, plus particulièrement lorsqu'elles contribuent à combler le fossé entre la connaissance technologique et le marché, nous paraissent essentielles pour maintenir en Europe des activités industrielles, des productions et des emplois.

Par ailleurs, nous souhaitons attirer l'attention de la Commission sur la nécessité de laisser aux Etats la possibilité de financer tout programme visant à établir les conditions techniques rendant possible l'introduction d'une innovation sur le marché, dans des délais compatibles avec la demande des clients.

Deux exemples peuvent illustrer le besoin pour de telles aides d'Etat :

- L'émergence d'une innovation utilisant des fréquences dépend étroitement du spectre radioélectrique pouvant lui être alloué. L'exemple du GSM l'a clairement montré : grâce à l'identification et la libération, par la puissance publique, d'une bande de fréquences harmonisée au niveau européen, l'industrie TICS européenne a pu répondre à la rapide demande des utilisateurs et capitaliser ainsi sur les économies d'échelle, ce qui a permis de transformer une réussite européenne en réussite mondiale. Sans l'accès à ces ressources en fréquences, cette réussite n'aurait pas pu exister. Il convient donc de permettre aux Etats de financer, en cas de besoin, la libération des bandes de fréquences nécessaires pour

l'avènement des nouvelles technologies, en considérant que cette aide permettra d'ouvrir un nouveau marché, induisant des créations d'emploi, des revenus complémentaires pour les entreprises, dynamisant ainsi l'économie toute entière. Cette aide doit pouvoir se faire dans des délais adaptés à l'évolution prévisible du marché, afin de donner aux acteurs concernés par ces nouvelles technologies toutes les chances de rester compétitifs face à leurs concurrents internationaux.

- Certains services et usages TICS dépendent étroitement du niveau de développement de certaines infrastructures essentielles (comme les réseaux hauts débits) ou le taux d'équipement des entreprises et des individus en équipements nécessaires (par exemple, les ordinateurs, les terminaux mobiles, etc.). Il devrait donc être légitime qu'un Etat puisse favoriser (par la fiscalité, des campagnes de sensibilisation et de formation, etc..) le développement de ces infrastructures et équipements « essentiels », comme pré-requis à l'avènement de la société de l'information.

Question 2 : Pensez-vous que les problèmes présentés en annexe et les défaillances du marché identifiées par la Commission comme freinant le processus d'innovation soient corrects ? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ? Dans la négative, pourquoi ?

Parmi les problèmes identifiés, nous partageons l'analyse de la Commission sur les dysfonctionnements des marchés de produits, en ce qui concerne :

- le poids de certaines réglementations nationales au niveau administratif et fiscal
- le manque de flexibilité du marché du travail, les réglementations administratives limitant les possibilités d'adaptation en cas de crises
- La difficulté pour des PME (50 à 100 personnes) de former des partenariats et d'avoir accès à des aides européennes.

Nous partageons aussi l'analyse de la Commission sur l'insuffisance de la coordination politique : la fragmentation des politiques nationales (via, notamment, des incitations nationales ou régionales à l'investissement) concourent à accroître la concurrence entre pays européens, compliquant la mise en œuvre des efforts des grandes entreprises européennes pour se développer sur le marché de l'Union, et réduisant pour elles l'attractivité de l'espace européen.

De façon plus générale, autant l'analyse présentée par la Commission des défaillances du marché nous paraît correcte, autant les conséquences qui en sont tirées pour la définition des remèdes nous semblent insuffisantes, en particulier pour les « défaillances systémiques » liées à l'insuffisance des coopérations industrie-recherche ou entre grandes et petites entreprises qui sont habituellement à l'origine des innovations réussies. Les innovations concernant les communications et la mise en réseaux de l'information ne peuvent, par nature, qu'être coopératives, cette insuffisance du marché mérite donc une correction particulière.

La coopération est par nature difficile entre des laboratoires de recherche et des entreprises grandes ou petites, dont les objectifs et les résultats escomptés sont au moins différents, et très souvent contradictoires. Les coopérations technologiques ont un coût élevé pour les parties impliquées : effort nécessaire à la définition du projet commun, à la mobilisation des acteurs et à la conciliation de leurs intérêts et priorités, à l'utilisation de compétences rares, au partage de savoir-faire et d'éléments de propriété intellectuelle, etc. Une fois le projet conçu, la coopération d'équipes ayant des statuts (rémunérations, frais de déplacements...) très différents et des langues différentes ne va pas non plus de soi. Pour les entreprises

européennes, il est donc plus simple de délocaliser le développement d'une innovation hors du territoire de l'Union plutôt que d'organiser les coopérations nécessaires à l'innovation sur ce territoire. Au moins dans le domaine des TICS, les aides à l'innovation devraient donc prendre en compte ce surcoût pour le compenser ou l'alléger.

Ces aides devraient ainsi et aussi faciliter la réussite accélérée des projets, dans la mesure où la rentabilité d'une innovation dépend en général de sa date d'arrivée sur le marché.

Question 3 : Les mesures décrites dans la présente communication prévoient l'application de critères ex ante aux fins de l'autorisation des aides d'Etat à l'innovation. Pensez-vous qu'une telle approche soit appropriée ?

Compte tenu du temps nécessaire à l'établissement du succès commercial d'une innovation dans le domaine des TICS, il est très important d'accélérer et simplifier les procédures d'aide. A cet égard, la définition *a priori* des critères à remplir est le seul moyen d'établir une certaine automaticité et d'éviter que les procédures administratives de l'Union dissuadent les entreprises petites et moyennes de recourir aux aides dont elles ont besoin. Des contrôles *a posteriori* des aides d'Etat devraient suffire, et porter surtout sur leur contribution durable à la croissance et à l'emploi locaux.

Un système d'autorisations *ex post*, utilisées de façon systématique, risquerait de générer des lourdeurs (et des longueurs) administratives qui dénueraient d'intérêt les incitations à l'innovation.

Question 4 : Les parties concernées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'Etat en faveur des grandes entreprises, notamment au regard de l'objectif d'un développement de regroupements autour de pôles d'excellence dans l'U.E. Pensez-vous que la Commission devrait élaborer des règles ex ante autorisant l'octroi d'aides d'Etat à l'innovation aux grandes entreprises, ou êtes-vous d'avis que ce type d'aides devrait toujours faire l'objet d'une analyse plus stricte, au cas par cas, sur la base d'une notification à la Commission ? En ce qui concerne l'innovation (ou d'autres aides d'Etat), y a-t-il lieu d'établir une distinction entre les différentes catégories de grandes entreprises ? Dans l'affirmative, sur la base de quels critères ? Et à quelles fins ?

Dans le domaine des TICS, les entreprises doivent à la fois maîtriser un avantage compétitif reconnu au niveau mondial et développer une relation personnalisée avec leur clientèle spécifique. C'est dire que même les très grandes multinationales ont besoin de coopérer avec des entreprises plus petites mais bien implantées localement. Les grandes entreprises et les PME sont interdépendantes dans le processus d'innovation. Les PME peuvent se développer dans l'entourage des grands groupes. Sans la stimulation de l'innovation et de la R&D des grandes entreprises, une constellation de PME travaillant dans leur entourage peuvent être profondément affectées par un effet d'entraînement du processus de globalisation qui peut pousser les grandes entreprises à délocaliser vers des pays à bas coût hors de l'UE pour diminuer leur coût et le risque lié à l'innovation. L'absence de stimulation de l'innovation des grandes entreprises peut avoir, pour conséquence, un effet contraire à celui désiré qui est de soutenir les PME et la compétitivité européenne en déstructurant les systèmes de production et d'innovation des territoires. Il n'y a donc pas lieu de discriminer systématiquement les encouragements à l'innovation selon la taille des entreprises bénéficiaires, lorsque celles-ci

contribuent aux coopérations mentionnées ci-dessus (voir réponse à la question 2) et à la condition que les projets de développements de technologies innovantes soient prévus sur le territoire européen et aient vocation à y rester.

Par ailleurs, pour certaines des technologies clés dans le domaine de l'information et de la communication, la concentration de l'industrie au niveau international est déjà telle, et la taille des équipes nécessaires au succès des projets tellement critique, qu'exclure une entreprise pour le seul motif qu'elle est grande (par les effectifs, ou résultats commerciaux effectués sur le territoire de l'UE) aurait simplement pour effet de priver l'Europe des champions dont elle a absolument besoin dans la compétition internationale

L'institute for Prospective Technological Studies⁴ (Centre Commun de recherche de la Commission Européenne) ainsi que la Banque Mondiale⁵ aiment illustrer le développement économique basé sur l'innovation par les exemples de bonne pratique que sont l'Irlande et la Finlande. La réussite de ces deux pays à tirer profit de la connaissance et de l'innovation est un modèle pour beaucoup de pays (en particulier pour les nouveaux Etats-membres). Néanmoins il est important de rappeler que ces miracles n'auraient jamais pu avoir cette ampleur sans la présence de grandes entreprises (Intel, Microsoft et Google pour l'Irlande et Nokia pour la Finlande) qui ont innervé toute l'économie et ont contribué à la structuration d'écosystèmes et de clusters régionaux innovants. Les gouvernements respectifs des deux pays ont développé des politiques publiques qui stimulent autant le soutien aux PME qu'aux grandes entreprises. Un soutien aux PME, aussi performant soit-il, peut se révéler limité, s'il n'est pas accompagné d'un soutien stimulant aux grandes entreprises. La mise en place de système d'innovation/d'écosystème n'apporte toute son efficacité qu'à la condition que tous les acteurs participant au processus d'innovation soient encouragés et stimulés.

Question 5: Les personnes intéressées sont invitées à fournir des preuves empiriques de l'opportunité d'une autorisation des aides d'Etat en faveur de l'innovation technologique, notamment dans les secteurs des services.

Le développement des activités de services dans le domaine des TICS est très largement soutenu par la mise en œuvre d'innovations technologiques, principalement dues à des développements exigeant des compétences techniques variées. Toutefois, dans ce domaine, les innovations issues de petites et moyennes entreprises ont beaucoup de difficultés à gagner une part de marché suffisante pour se faire reconnaître sur le marché européen et international.

Nous estimons donc que la Commission devrait :

- a) encourager dans le domaine des TICS la généralisation sur le territoire européen de coopérations entre plusieurs Etats membres ayant pour objet ou effet de contribuer à la mise en œuvre systématique sur le territoire de l'Union d'une innovation donnée, en particulier lorsqu'il s'agit d'une innovation contribuant à la mise en œuvre d'une réglementation européenne

⁴ Bogdanowicz M., Burgelman J.C., Centeno C., Gourova E., Carat G., *Building the Information Society in candidate countries? A prospective analysis on potential trajectories to realise the Lisbon goals*, IPTS experts' workshop report, IPTS, Sevilla, Spain.

⁵ World Bank, *Building knowledge economies: opportunities and challenges for EU accession countries*, Final report of the knowledge Economy Forum, May 2002, Paris, www.worldbank.org/eca/knowledgeeconomy.

- b) considérer la possibilité d'introduire une réglementation du type du « Small Business Act » américain, en faveur des entreprises ayant développé une innovation technologique, pour faciliter la commercialisation de ces innovations sur le territoire de l'Union
- c) plus généralement, simplifier, harmoniser⁶ et rapprocher des pratiques professionnelles actuelles concernant la recherche-développement. Les réglementations des aides des grandes Directions de la Commission Européenne : Recherche, Information et Société, Entreprises et Concurrence, n'encouragent pas assez les coopérations entre les équipes européennes des entreprises grandes et petites et avec celles des laboratoires de recherche. Une harmonisation, une simplification et une modernisation de ces règles devraient permettre aux entreprises petites et moyennes du domaine des TICS d'y avoir plus facilement accès.

Question 6 : Les règles applicables aux aides d'Etat à l'innovation devraient-elles prévoir des primes régionales à des fins de cohésion ? Devraient-elles varier en fonction de la situation géographique de la région, indépendamment des questions de cohésion ?

Les écarts de richesse entre territoires et régions font partie des défaillances du marché que les Etats et la Commission se doivent de corriger, et les risques que les écarts de richesse existants s'aggravent du fait de la « fracture numérique » sont réels et multiformes.

Cependant il n'est pas souhaitable de confondre le rôle des aides à l'innovation dans le domaine des TICS, qui devront intégrer des technologies de pointe, présentes d'abord dans les régions les mieux dotées, avec celui des autres types d'aides d'Etat, dont celles au rattrapage des écarts de richesse pour certains territoires. Les deux types d'aides devraient pouvoir s'ajouter, notamment quand le retard d'un territoire est lié à la nature des infrastructures dont il dispose (réseaux, centres de compétences, ...).

Question 7 : Certaines catégories d'aides (telles les allègements fiscaux, les prêts garantis ou les avances remboursables) sont-elles davantage adaptées à des situations et activités d'innovation spécifiques ?

La disparité des règles fiscales et sociales entre les Etats de l'Union est un sujet trop vaste pour être réglé à court terme et dans le seul cadre d'une adaptation des règles existantes pour les aides d'Etat, et plus particulièrement des aides d'Etat concernant les innovations et la recherche / développement dans les TICS. En revanche l'importance de l'adaptation des

⁶ Notamment, la définition de la R&D n'est aujourd'hui pas harmonisée dans les textes réglementaires européens. Ainsi, la réglementation « antitrust » (Commission Regulation of Article 81(3) of EC Treaty to categories of research) utilise la définition suivante de la R&D : « l'acquisition d'un savoir-faire, la réalisation d'analyses théoriques, d'études ou d'expérimentations relatives à des produits ou des procédés, y compris la production expérimentale et les tests techniques de produits ou de procédés, la réalisation des installations nécessaires et l'obtention de droits de propriété intellectuelle y afférents ». Ainsi, il est à noter que les échantillons expérimentaux font, au titre de cette définition, partie de la R&D. La réglementation en matière d'aide d'Etat à la R&D, utilise, quant à elle, une définition distinguant « recherche fondamentale », « recherche industrielle » et « développement précompétitif » (Community Framework for State aid for R&D, OJ C 45, 17/02/1996). Plus restrictive, cette définition permet notamment d'inclure uniquement le premier prototype. Enfin, d'autres définitions sont utilisées pour les programmes de recherche européen, dont la correspondance avec les définitions citées n'est pas claire.

règles concernant les aides d'Etat aux TICS est particulièrement importante pour la compétitivité de l'économie européenne.

En ce qui concerne les innovations technologiques dans le secteur des TICS, il convient de souligner que :

- les « start up » et les PME innovantes font très rarement des bénéfices au moment où elles lancent le développement de leur innovation. L'aide fiscale reste donc purement théorique en ce qui les concerne. A l'autre extrémité de la chaîne, les équipes financières des grandes entreprises savent tirer parti des systèmes d'exonération fiscale qui permettent de diminuer a posteriori le coût de leur R&D. Leurs équipes de R&D, seules susceptibles de lancer des projets innovants, restent en général limitées par les charges d'exploitation à court terme qu'elles génèrent, et sont donc très peu motivées par les aides fiscales. Dans tous les cas, la subvention, qui diminue immédiatement les charges d'exploitation, a un effet très incitatif au lancement de projets.
- Le système des avances remboursables présente deux inconvénients majeurs pour les projets de recherche/développement : d'une part il s'analyse comme un prêt, et détériore donc la situation financière des organismes qui y ont recours, alors même que, comme la Commission l'a noté, la faiblesse des mécanismes de financement des innovations en Europe joue un grand rôle dans les retards constatés ; d'autre part, il génère un travail administratif lourd, complexe et souvent improductif, pour la mesure des résultats. On devrait s'interroger à cet égard sur la justification d'une association de la collectivité aux résultats d'un investissement qu'elle ne gère pas. Le retour sur investissement d'une collectivité publique pourrait être mieux mesuré par ce qui justifie cet investissement, c'est-à-dire la croissance économique et l'emploi favorisés par l'innovation en cause, et les rentrées fiscales et de cotisations sociales durablement générées. Il convient de noter, en outre, que ce retour sur investissement, pour la collectivité, est particulièrement fort, compte tenu des effets diffusants, dans toute l'économie, de l'avènement des TICS.
- Enfin, toute innovation implique une prise de risque dont les résultats sont difficiles à évaluer *ex ante*. La décision politique de proposer une subvention comporte une appréciation du risque et des résultats. Elle est à la fois simple à mettre en œuvre, et politiquement plus difficile à défendre qu'une avance remboursable ou une exonération fiscale. Elle incite donc mieux au respect du principe général de limitation des aides rappelé en préambule.

Pour toutes ces raisons, il semble préférable de réserver les avances remboursables à la réalisation des produits de très grandes entreprises ou de leurs groupements, et à des investissements de développement de marchés, dont la rentabilité est directement liée à la réalisation du produit aidé.

Question 8 : Approuvez-vous les critères proposés aux fins de la définition des entreprises innovantes en phase de démarrage, l'approche consistant à ne pas définir les coûts admissibles, de même que les montants d'aide et les règles relatives au cumul. Selon vous, y a-t'il lieu d'établir des critères d'éligibilité différents pour les secteurs de haute technologie et le secteur pharmaceutique, qui se caractérisent par de longs délais de développement et de commercialisation des produits ?

Il y a des technologies innovantes dont la maîtrise est un facteur de compétitivité internationale, et des technologies qui le sont moins dans chaque secteur d'activité. Si les Gouvernements de l'Union souhaitent mener une politique industrielle de développement du

secteur de la pharmacie, des biotechnologies, de l'énergie ou des transports, ils ne pourront pas se contenter à cet effet d'une adaptation des règles concernant les aides à l'innovation. En revanche, les TICS ont déjà été identifiées dans les programmes de Barcelone et de Lisbonne. Ce sont des technologies innovantes concernant aujourd'hui tous les secteurs d'activité, dans lesquelles l'Europe prend du retard par rapport aux autres grandes économies du monde.

L'aide à l'innovation dans les TICS mérite donc un traitement spécifique qui devrait s'attacher plus à la nature des projets innovants et du chiffre d'affaires induit qu'à la taille ou à l'âge des entreprises. Certaines entreprises, récentes ou anciennes, particulièrement innovantes, ne devraient pas être pénalisées parce qu'elles demandent des aides au titre de plusieurs projets, si elles sont par ailleurs capables de les mener à bien.

Les critères proposés au §3 du document de la Commission ne prennent pas en compte ces éléments, ni le rôle des coopérations, et paraissent donc trop restrictifs et inadaptés.

Question 9 : Outre les règles proposées, des arguments empiriques démontrant la nécessité d'octroyer des aides d'Etat ; i) aux jeunes entreprises, indépendamment du critère d'innovation, ii) aux PME innovantes établies depuis plus de 5 ans seront les bienvenus.

La principale difficulté en matière d'innovation n'est pas tant de susciter la naissance de « start up » - naissance qu'il faut aider - que la création des conditions permettant à celles-ci de devenir des entreprises rentables et susceptibles de croissance. Dans le domaine des TICS, les coopérations permettant aux petites entreprises d'accéder au marché des grandes, à l'occasion de projets de R&D menés en commun, ont démontré une efficacité certaine.

Question 10 : Pensez-vous que d'autres catégories d'aides d'Etat, outre les aides consenties actuellement pour le capital-investissement, soient nécessaires pour aider les PME européennes à développer leurs activités au-delà de la phase de démarrage ? Dans l'affirmative, quelles sont-elles ?

L'amélioration des sources de financement accessibles pour les innovations technologiques est une priorité importante. Ces sources de financement devraient être notamment orientées vers le financement de projets innovants⁷ dans le domaine des TICS et pour des PME contribuant à des coopérations industrie-recherche, telles que définies ci-dessus.

Il convient également de permettre aux PME « matures » d'atteindre une taille critique et d'être, ainsi, moins vulnérables. Pour ce faire, des mécanismes permettant de favoriser leur accès au marché devraient être établis, par exemple sur le modèle de ce qui est pratiqué aux Etats-Unis avec le « Small Business Act ».

Question 11 : Pensez-vous que ces dispositions produiraient les effets escomptés, à savoir encourager les PME à lancer des produits innovants sur le marché ? Dans la négative, quelles modifications faudrait-il leur apporter ?

⁷ Pour pouvoir reconnaître l'utilité d'une innovation technologique, il faut une politique, des objectifs précis, et des experts capables de mesurer les progrès qui s'accomplissent par rapport aux objectifs fixés.

Nous sommes très favorables à toute mesure permettant d'aider les entreprises dans les phases très délicates de la mise en production (par exemple : développement de prototypes, études de faisabilité préparatoires au lancement d'un nouveau produit, optimisation des procédés de production, et.) qui coûtent très cher et qui, faute d'être entrepris, verront les résultats de la R&D européenne fuir vers d'autres zones géographiques.

Les activités présentées en (50) a) devraient, en effet, être aidées. C'est à cette condition que les entreprises européennes pourront concurrencer les autres zones géographiques qui consacrent une part importante de leurs soutiens à des activités proches de la production et bénéficier pleinement des investissements entrepris dans les phases amont de la R&D en Europe.

Pourquoi limiter ces aides aux PME ? Nous devrions plutôt travailler à rendre le territoire européen attractif pour des sites de production à haute valeur ajoutée, y compris pour les grandes entreprises. L'expérience montre que la perte des activités de production s'accompagne très souvent d'une perte progressive des activités de R&D correspondantes.

Dans le paragraphe (50) c), nous conseillons d'éviter les avances remboursables qui plombent les dettes des entreprises sans effet de levier sur l'innovation. (Voir réponse à la question 7).

Le niveau d'intensité d'aide cumulé à 15% est tout à fait insuffisant pour couvrir le surcoût intrinsèque de montage de projets coopératifs. Ce taux n'est pas incitatif, encore moins pour les PME, pour qui le coût de montage d'un projet s'avère souvent décourageant.

Le système actuel d'aide d'Etat en faveur de la R&D se base sur un modèle d'innovation linéaire composé d'étapes séparées et séquentielles allant de la recherche fondamentale au développement pré-compétitif en passant par le développement industriel. Ce modèle est aujourd'hui déphasé de la réalité des processus de R&D et de l'innovation. Il est proposé que les catégories actuelles « recherche industrielle » et « développement pré-compétitif » soient remplacées par une seule et unique catégorie dénommée « recherche industrielle et développement technologique ». L'intensité minimum possible de cette catégorie serait alors de 50% afin de soutenir des projets de recherche bénéfiques à la compétitivité et aux emplois en France et en Europe.

Enfin, il serait très important de considérer que cette catégorie de « recherche industrielle et développement technologique » intègre des phases capitales pour la validité et la pertinence d'une recherche telles que le prototype, les logiciels, les phases de test et de déploiement expérimental.

Question 12 : Existe-t-il des éléments de preuve indiquant que ces dispositions devraient être étendues aux grandes entreprises ? Pensez-vous qu'une notification devrait être exigée pour les mesures prévoyant l'octroi de montants d'aide substantiels à des entreprises ou des secteurs spécifiques ? Dans l'affirmative, au-delà de quel montant ? Quels éléments de preuve empiriques la Commission devrait-elle alors demander ?

Dans le cas des grandes entreprises, il existe déjà un contrôle de la Commission dans la mesure où le montant plafond au-delà duquel les programmes aidés doivent être préalablement notifiés à la Commission est très largement inférieur au niveau des programmes que ces entreprises doivent lancer pour atteindre des résultats significatifs.

L'existence d'une coopération entre entreprises grandes ou petites et entreprises et laboratoires de recherche sur le territoire de l'Union devrait être un critère déterminant pour l'acceptation du programme aidé. Dans le domaine des TICS, l'encouragement à l'innovation ne peut en effet s'appuyer seulement sur les très petites entreprises.

Une autre caractéristique des programmes innovants des grandes entreprises est que leur positionnement et l'enjeu auquel ils s'efforcent de répondre s'inscrivent normalement dans une vision à moyen ou long terme de l'évolution du marché et de ses facteurs d'évolution dont les étapes sont explicites et décrites. La Commission peut donc demander qu'une évaluation régulière des résultats des programmes aidés lui soit présentée et se réserver de les remettre en cause s'ils n'atteignent pas leurs objectifs.

En règle générale, l'instruction du dossier, l'évaluation des projets *a priori* et *a posteriori* et la justification de l'aide sont déjà faits par les Etats concernés. Il paraît donc inutile de complexifier les règles et contrôles en ajoutant des normes sévères au niveau de la Commission, qui devait accepter, ou non, les programmes en cause, et le cas échéant en améliorer la portée communautaire, soit en complétant les aides nationales existantes, soit en aidant, le cas échéant, les entreprises intéressées d'Etats membres non participants de ces programmes à s'y joindre néanmoins.

Exemples de projets où participent de grands acteurs des TICS :

- Sans JESSI et MEDEA+, des entreprises comme ST, Philips et Infineon ne seraient pas réapparues parmi les premières entreprises fabricant des microprocesseurs. Ceci a pu être réalisé grâce à EUREKA qui permet l'octroi d'aides sur des segments plus proches du marché.
- ITEA est aussi un bon exemple, puisque ce programme EUREKA sur le logiciel est en train de permettre aux entreprises européennes concernées de rétablir leur compétitivité face aux USA dans les domaines choisis.

Ces programmes, d'initiative industrielle mériteraient d'être renforcés par la Commission qui pourrait, soit contribuer à la création ou au renforcement de pôles de compétences complémentaires dans les pays de l'Union qui ne participent pas déjà aux programmes EUREKA, soit encourager l'achat des technologies développées sur le sol européen par les entreprises, administrations et habitants de l'Union.

Question 13 : Quelle serait votre position concernant un soutien accordé spécifiquement à des intermédiaires en innovation qui fusionnent ou mettent en place une association momentanée en vue d'atteindre une taille critique dans un domaine technologique spécialisé ? L'aide à l'investissement devrait-elle être autorisée dans ce contexte ? Dans l'affirmative, à quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager ?

La nature exacte des intermédiaires d'innovation envisagés n'est pas claire. Il ne faudrait pas dévoyer l'aide au développement des TICS en multipliant les « overheads » administratifs. Réciproquement, il peut être utile de faire appel à des équipes de conseil ou d'études qui n'ont pas le statut de centre de recherches, mais en ont bien cependant la fonction. Dans le cas des TICS, si le dispositif envisagé s'adresse aux regroupements de PMI et de « start up », il tombe dans la catégorie des aides limitées que la Commission juge à juste titre sans effet notable sur la concurrence et n'appelle pas de réglementation particulière.

Questions 14 à 20 :

Question 14 : *Existe-t-il des éléments tendant à montrer que les PME devraient bénéficier d'une aide également pour le recrutement d'autres catégories de personnel hautement qualifié ?*

Question 15 : *La Commission devrait-elle adopter des règles spécifiques pour les cas où un chercheur décide de ne pas retourner dans son université d'origine ou si l'université n'a pas l'intention de le réintégrer ?*

Question 16 : *Quelle définition du regroupement/des activités de regroupement devrait-on adopter et quels critères devrait-on utiliser pour distinguer les regroupements de la catégorie plus vaste des intermédiaires en innovation ?*

Question 17 : *Pensez-vous que des aides d'Etat devraient être autorisées pour promouvoir les centres européens d'excellence ? Dans l'affirmative, quel type d'aides d'Etat, pour quelles raisons et dans quelles conditions ? Quelles autres mesures pourrait-on envisager ?*

Question 18 : *D'autres critères doivent-ils être ajoutés pour éviter que les aides d'Etat soient fragmentées et pour encourager la concentration des ressources dans un nombre limité de pôles d'excellence ?*

Question 19 : *D'une manière plus générale, pensez-vous qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions supplémentaires pour les infrastructures soutenant l'innovation (par exemple, dans le domaine de l'énergie, des transports, ...) ?*

Question 20 : *Pensez-vous que les grandes entreprises devraient pouvoir bénéficier d'aides d'Etat, notamment pour mettre en place des installations de recherche dans un pôle d'excellence européen ? La Commission devrait-elle essayer de mettre au point des critères pour contrôler de telles aides ? Quelles données économiques devrait-on utiliser pour analyser la nécessité de telles aides d'Etat ?*

Les règles en faveur des PME, proposées dans la présente consultation, nous paraissent intéressantes, à condition d'être replacées dans une réflexion sur les aides aux TICS dans leur ensemble.

La constitution de pôles d'excellence est indispensable à l'orientation efficace d'une politique d'aide à l'innovation. Elle implique une mesure de l'excellence technologique, mais aussi des niveaux d'aide internationale existant dans ces domaines, et, en raison de l'économie des moyens nécessaires, une certaine spécialisation.

La principale richesse créée par un pôle de compétences est une richesse immatérielle issue de la constitution d'équipes stables bien qu'en renouvellement régulier, et issue du transfert de savoirs à l'intérieur de ces équipes. Ces richesses ne vont pas a priori pouvoir se constituer à partir des zones déshéritées de l'Union. C'est une des raisons pour lesquelles une politique d'encouragement à l'innovation compétitive dans les TICS ne doit pas prendre en compte les mêmes moyens qu'une politique d'aménagement du territoire, ou qu'une politique économique générale d'encouragement de la concurrence.

Il s'agit donc d'encourager les collaborations et la compétition en vue d'atteindre des objectifs précis, d'organiser une évaluation régulière des progrès effectués sur le marché cible, et le cas échéant, de faire évoluer les objectifs en fonction de la concurrence internationale. Une telle politique doit être justifiée vis à vis de l'OMC par une analyse précise des mécanismes d'aide mis en oeuvre dans le domaine des TICS dans d'autres parties du monde, et par le souci de donner aux entreprises présentes sur le territoire européen la possibilité de se battre « à armes égales » avec leurs concurrentes issues du reste du monde.

Les règles envisagées par la Commission en dehors du champ strict de l'aide à l'innovation technologique paraissent bien adaptées pour encourager la diffusion des innovations issues des pôles dans l'ensemble du territoire, y compris ses parties les moins privilégiées. Il serait souhaitable qu'elles soient présentées comme destinées à encourager le développement d'activités nouvelles à partir des TICS développées sur le territoire de l'Union et financées par les collectivités publiques ou la Commission.

Annex 1 : importance of ICTs for productivity, economy and employment growth

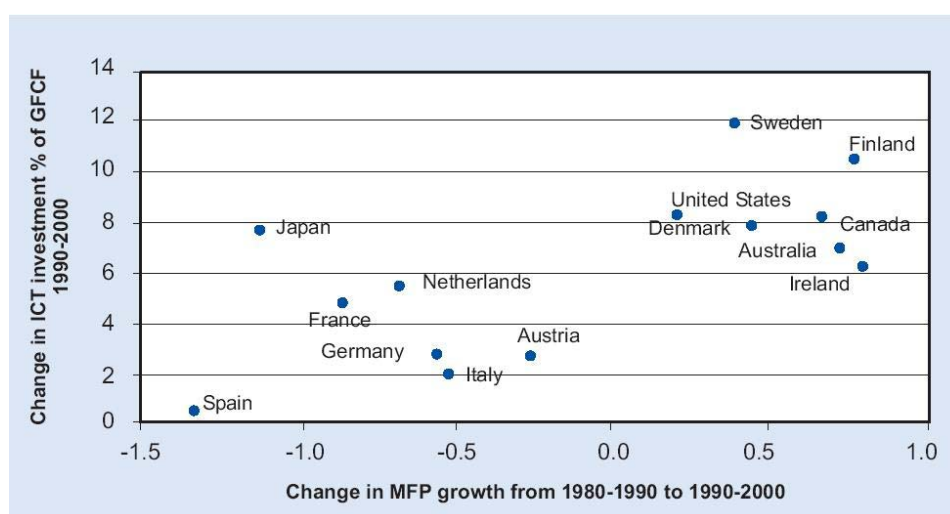
ICTs have the most important impact on :

- growth of work productivity
- economic growth
- growth of employment

Growth of work productivity :

ICTs is the first contributor to the growth of work productivity. A study of French Statistics Institute “INSEE”⁸ showed that the information and communication technologies contribute to 57 % of French enterprise productivity improvement.

In addition, numerous international benchmarking studies show a direct link between ICTs investments and evolution of productivity growth. A recent study published by the Dutch government highlights this close correlation (see below).



Source : Study « Rethinking the European ICT Agenda », Pricewaterhousecoopers for Ministry of Economic Affairs of Netherlands, August 2004

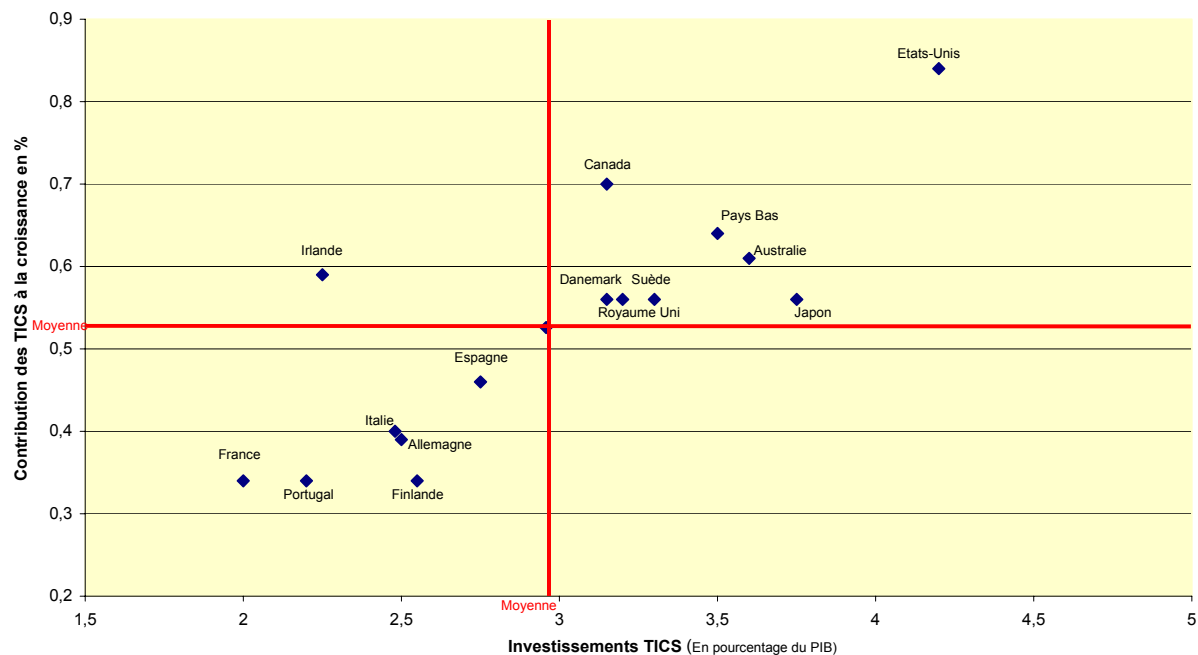
Economy growth :

ICTs sector contributes to about 25% to the production growth in France, when it represents only 7% of the volume in the total production of the country⁹.

⁸ source : INSEE Study « ICTs and growth » - Gilbert Certe, Jacques Mairesse et Yusuf Kocoglu, November 2001

⁹ Study carried out in 2000 by BIPE for the French Ministry of Industry.

Besides, international comparisons show a close correlation between ICTs investments volume of a country and the contribution of this sector to the economic growth.



Source : OECD Report on « ICT and Economic Growth : Evidence from OECD Countries, Industries and Firms », 2003

Growth of employment :

The sector of ICTs represents a major source of jobs created both :

- directly within the existing enterprises and emerging high-tech SMEs
- indirectly in all economic sectors. Indeed, as shown previously, ICTs sector is a strong driver of growth of the economy. Thanks to their “diffusing effects”, Information and Communication Technologies allow a better productivity, faster innovation, new business opportunities, generating more revenues for enterprises and thus a higher employment.